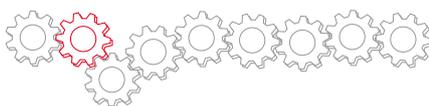


# Les cahiers d'histoire de la métallurgie



numéro 64 | Juin 2019



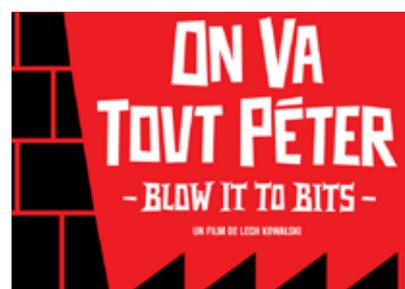
**Ambroise Croizat p. 4**

Ambroise Croizat a été au centre de plusieurs initiatives commémoratives ces derniers mois.



**Walter Buffoni p. 17**

Walter Buffoni, militant de Loire-Atlantique, animateur de la grande grève des mensuels de Saint-Nazaire en 1967, nous a quittés.



**On va tout péter p. 20**

*On va tout péter*, le film de Lech Kowalski sur la lutte des GM&S, était à Cannes, pour la Quinzaine des réalisateurs.

# SOMMAIRE :

Juin 2019 | n° 64

## ACTUALITÉS

- 2 Sommaire
- 3 L'édito
- 4 Ambroise Croizat
- 6 Gabriel Lejard | JNR
- 7 Cécile Rol-Tanguy
- 8 Commémorations du 8 mai 1945
- 9 Actualités en bref

## HISTOIRE

- 10 Couesnon

## ARCHIVES

- 16 Henri Gautier  
Max Holste

## DÉCÈS

- 17 Walter Buffoni

## À LIRE, À VOIR

- 19 Les damnés de la Communes  
Rouge
- 20 On va tout péter

## Pensez à votre cotisation 2019 !



# ADHÉSION

Possibilité de préinscription  
Pour une demande de prélèvement  
Avec un relevé d'identité bancaire IBAN



Nom & prénom : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

Organisations de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisations de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuel : **22 €**

Règlement à l'ordre de : IHS CGT Métallurgie

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE **CGT** MÉTALLURGIE

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris



## Cahier d'histoire de la Métallurgie n° 64

réalisé par l'IHS-CGT Métallurgie 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

01 53 36 86 38 | [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr) | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Emeric **Tellier** | Claude **Ven** | Maquette : Rudy **Jean-François**  
Impression FTM CGT | ISSN 2494-1050



Par Claude Ven

## « Ils ont voté... et puis après ? »

**C'**est un vers d'une chanson de Léo Ferré en 1969. Il traduit son dépit, sa désespérance, son dégoût face à la marée droitière aux législatives quelques semaines après les « événements de mai ». Tant de luttes, de manifestations, d'occupation, de paroles, d'échanges, d'espoir et de passion qui s'achève par un retour démocratique et pitoyable dans le rang.

Mais l'agitation, l'expression et les avancées sociales marqueront pour longtemps la société. Le pouvoir et le patronat ont été ébranlés. Les années 70 seront celles des luttes, des négociations de branche, du programme commun et de la politisation de tous les sujets.

Peut-on y trouver un peu d'optimisme dans la situation actuelle ?

Les derniers résultats électoraux prolongent l'écroulement politique entamé aux présidentielles. L'opposition menace ruines. La bipolarisation RN et LREM s'instaure. Si ce n'est pas une dérive droitière ?...

Mais ce mouvement de protestation et d'expression de plus de vingt semaines n'a pas fini de travailler en profondeur l'inconscient collectif.

La CGT, pour sa part, s'est sentie fragilisée par un mouvement social ou elle ne parvenait pas à trouver sa place. Notre syndicalisme était remis en cause. L'impact sur chacun de nous, sur nos instances, jusque dans notre 52<sup>e</sup> congrès ne témoigne pas d'une errance mais de notre fragilité, de notre faiblesse d'analyse. Nous avons douté par manque de recul et de lucidité. Notre place n'est pas uniquement dans la rue même si la lutte est notre ADN. Des décennies d'histoire nous ont appris la différence entre l'expression de la révolte et la construction d'une véritable alternative.

L'expérience nous a montré qu'un mouvement qui refuse de se structurer ou de s'appuyer sur une véritable organisation s'épuise sans obtenir de réels résultats.

Demain nous paierons au prix fort ces soi-disant milliards arrachés au gouvernement.

« Ils ont voté... Et puis après ? »

Permettez moi de vous citer quelques mots d'Henri Krasucki lors de son départ :

« Des réactions de résistance, de combativité se produisent en même temps qu'un profond désarroi et aussi des manifestations malsaines de

déliquescence d'une société. C'est pour imposer ce sabotage social et national qu'est menacé dans son existence tout syndicalisme qui exprimerait une volonté même partielle de résistance, et à plus forte raison la CGT.

(Car) elle n'a jamais cessé de se battre tout au long de ces années si difficiles.

Non sans défauts ? Non sans mal ?

Certes, mais elle n'a jamais baissé les bras. Personne n'a fait autant au plan syndical. Elle a su aussi, durant ces années, beaucoup travailler, réfléchir, concevoir, innover dans ses idées, ses positions dans de nombreux domaines de l'action syndicale.(...)

Quand elle naquit, qu'était le droit social en France ? Presque rien.

Insistions sur le caractère absolument indissociable des caractéristiques qui ensemble définissent la CGT. Je les rappelle sans qu'il soit nécessaire de les répéter constamment comme une litanie dès lors que l'on maîtrise bien le sujet. Elle est tout à la fois : de classe, de masse, démocratique, unitaire, indépendante.

Je me permets de reprendre une analogie qui m'est familière.

On apprend à l'école la composition chimique des corps. Si l'on retire ou ajoute un seul de ses éléments constitutifs on change la nature du corps.

Il en est de même pour la CGT : si l'on retire une seule de ses caractéristiques fondamentales ce n'est plus la CGT, c'est une autre organisation. (...)

La persévérance, la constance dans la pensée, l'action et les comportements sont des vertus indispensables au plan des luttes sociales.

Toute l'expérience le prouve, rien n'est définitif : ni le meilleur, ni le pire. La vie fait surgir des périodes brillantes, des moments exaltants, de grandes batailles, aboutissant à des conquêtes d'envergure faisant avancer le progrès social. Ce sont des moments inoubliables qui jalonnent le temps. Ce siècle en a connu un certain nombre. Mais à ce niveau, ils ne sont pas très fréquents, il faut le savoir, d'autant qu'ils sont généralement imprévisibles. »

Continuons notre combat. Restons de classe, de masse, démocratiques, indépendants et unitaires même si nous avons perdu l'habitude d'user de ces mots et de la force qu'ils représentent. ■

# Ambroise Croizat



Ambroise Croizat inaugurant le premier centre de sécurité sociale à Paris (1946) © DR | IHS CGT Métaux

**D**epuis sa disparition soudaine en février 1951 et la foule immense venue saluer une dernière fois le « ministre des travailleurs », la mémoire d'Ambroise Croizat n'a jamais été oubliée. La Fédération des travailleurs de la métallurgie n'est pas étrangère à cela, comme en témoigne le bilan réalisé par le Comité d'honneur Ambroise Croizat après le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Sécurité sociale.

Cet élan mémoriel est loin d'être tari. Ainsi, le **23 février**, une place éponyme a été inaugurée à Vire (Calvados), en face de la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) et du centre hospitalier, en présence de M. Andreu Sabater, maire de la ville, de M. Campaore, secrétaire de la fédération PCF du Calvados, M. Navarro, président de la CPAM et de Michel Ducret, secrétaire de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie. L'exposition de notre

Institut sur le parcours d'Ambroise Croizat a également été présentée.

À l'initiative de la section locale du parti communiste, une trentaine de personnes ont assisté à la projection du film de Gilles Perret, *La Sociale*, le **5 avril** à l'espace Roland-Roche à Valenton (Val-de-Marne), avant de débattre de la Sécurité sociale et du rôle d'Ambroise Croizat.

Le **même jour**, la ville de Gonfreville-l'Orcher (Seine-Maritime) a inauguré, au sein du pôle santé créé en 2016, un espace de prévention portant le nom d'Ambroise Croizat, en présence d'Alban Bruneau, maire et de Marie-Claire Doumbia, adjointe au maire. Dans ce lieu où l'on promeut l'éducation à la santé, l'accès aux soins, l'alimentation, le cancer, l'autisme, le stress ou encore le secourisme, une fresque de cinq mètres de long, rappelant le parcours d'Ambroise Croizat,

orne désormais l'un des murs. Jacques Defortescu, pour l'Institut d'histoire sociale de Seine-Maritime, s'est ensuite chargé de dresser le portrait du « ministre des travailleurs » et de ses contributions.

Le **6 avril**, un rond-point dénommé Ambroise Croizat a été inaugurée à Mérignac, en présence du maire Alain Anziani, du secrétaire général confédéral CGT Philippe Martinez, de la secrétaire générale de l'union locale CGT de Mérignac Michèle Avignon et de Sébastien Solognac, pour la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie.

Le **12 avril**, une foule de trois cents personnes ont participé à l'inauguration – très attendue – du centre de santé dans le quartier de la Grande-Borne à Grigny (Essonne). Dans ce nouveau bâtiment portant le nom d'Ambroise Croizat, dont un grand portrait surplombe l'entrée, les habitants pourront désormais bénéficier de la présence de trois médecins généralistes, trois chirurgiens-den-



tistes, deux gynécologues, un pédiatre, un diabétologue endocrinologue et un diététicien nutritionniste, avant l'installation prochaine du centre communal d'action sociale (CCAS) et le centre médico-psychologique (CMP).

Notons également que le parvis du nouveau siège de la Sécurité sociale, à Châteaureux, quartier de Saint-Étienne (Loire) porte désormais le nom d'Ambroise Croizat et de Pierre Laroque. Une inauguration est prévue prochainement.

Et pour finir en beauté, l'actrice Corinne Masiero, qui incarne le capitaine Marleau sur France 2, a récidivé. Après avoir défendu Ambroise Croizat dans l'émission « Vivement Dimanche » le 26 août 2018, elle la littéralement canonisée, à la tout fin d'un épisode diffusé en avril, en s'exclamant : « ça devrait être remboursé par la Sécurité Sociale. Saint Ambroise Croizat, si tu nous écoutes... ». ■



Inauguration de la plaque à Vic-sur-Cère © P. Bec | IHS CGT Cantal

Le **26 avril**, l'institut CGT d'histoire sociale du Cantal et la municipalité de Vic-sur-Cère ont organisé une initiative à l'occasion de l'inauguration du parc Ambroise-Croizat, situé dans la maison de convalescence Maurice-Delort, une maison que le « ministre des travailleurs » avait lui-même inauguré en avril 1947. Après le dévoilement de la plaque, en présence de Pierre Caillaud-Croizat, le film *La Sociale* a été projeté au centre culturel municipal, avant la tenue d'un débat sur la Sécurité sociale. L'exposition de notre Institut ayant beaucoup plu, elle a été installée pour quelques jours de plus à la mairie.

# Gabriel Lejard



Une partie de la délégation métallurgiste au congrès devant la plaque © Bapoushoo

**A** l'occasion du 52<sup>e</sup> congrès confédéral de la CGT, la ville de Dijon et la CGT ont rendu hommage à Gabriel Lejard le 14 mai, boulevard de Strasbourg. Au cours d'une cérémonie, en présence de Philippe Martinez et du maire de Dijon, une plaque commémorative a été dévoilée pour cet ouvrier métallurgiste, syndicaliste CGT et résistant. Retrouvez ici le discours de Philippe Martinez : <https://www.cgt.fr/actualites/bourgogne-franche-comte/52e-congres-cgt/la-cgt-rendu-hommage-gabriel-lejard-mardi-14-mai>. ■

## Journée nationale de la Résistance



Une foule nombreuse a assisté aux différentes initiatives organisées à l'occasion de la JNR 2019 © R. Gauvrit

# Centenaire de Cécile Rol-Tanguy



Cécile Rol-Tanguy chaleureusement entourée © DR | coll. IHS CGT Métaux

**N**otre camarade Cécile Rol-Tanguy, grand officier de la Légion d'honneur, a entamé le 10 avril dernier sa 101<sup>ème</sup> année. En 1936, Cécile était embauchée par Jean-Pierre Timbaud au syndicat CGT de la métallurgie parisienne, où elle rencontra et épousa en 1939, Henri Tanguy, militant parisien devenu le colonel Rol, chef des FFI, initiateur de l'Insurrection et de la Libération de Paris.

Militante, résistante, Cécile reste profondément attachée aux métallos.

Une fête était organisée par ses enfants le 18 mai à Monteaux, près de Blois, dans la maison de famille. Nous étions nombreux à avoir répondu à cette invitation : la famille, les amis, les voisins, le maire du village, mais aussi les camarades de l'ACER, du PCF, de la CGT et même deux anciens généraux. Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, était aussi présent, après une semaine de congrès parfois difficile à Dijon.

Nous avons pu, avec Roger Gauvrit, Claude

Poperen et Michèle Gautier, saluer cette grande dame et lui adresser le salut fraternel, la reconnaissance et l'affection des métallos CGT. Frédéric Sanchez, secrétaire général de la FTM, étant retenu pour raison personnelle, elle nous a interpellé sur l'état de la mobilisation dans la métallurgie et, s'adressant à tous, nous a incité à poursuivre la lutte et croire en des jours meilleurs.

Bien que fragile et fatiguée, elle souhaite venir à Paris en août pour les commémorations de la Libération, pour lesquelles le poste de commandement de Rol, à Denfert-Rochereau, sera ouvert au public. C'est là que Cécile tapa le célèbre appel à l'insurrection du Comité parisien de Libération.

Nous espérons vivement qu'elle puisse honorer ce rendez-vous, 75 ans après, « trois-quart de la vie », comme elle le précise.

Encore merci Cécile pour cet émouvant moment chargé de souvenirs, de chansons d'un peu de champagne et à très bientôt pour ce retour dans la capitale. ■

# Commémorations du 8 mai

## Centre Jean-Pierre Timbaud

Comme chaque année, l'IHS Métallurgie a été sollicité pour commémorer le 8 mai 1945 au Centre Jean Pierre-Timbaud à Montreuil.

Les conditions particulières n'ont pas permis d'organiser une initiative identique aux années précédentes. Toutefois, une intervention a été prononcée par le président de l'Institut. Tout en rappelant les périls et les inquiétudes que suscite la situation actuelle, cette intervention a attiré l'attention sur une camarade résistante, chère aux cœurs de métallos : Cécile Rol-Tanguy. Celle qui fut embauchée dès 1936 par Jean-Pierre Timbaud comme secrétaire pour les métallos parisiens vient de fêter ses 100 ans. Cécile est une grande dame, engagée depuis plus de 80 ans dans les combats, témoin des heures les plus sombres, mais aussi les plus victorieuses de la classe ouvrière et qui appelle toujours, dans son grand âge, à la mobilisation et à la lutte.

À l'issue de cette intervention, en présence du personnel et des stagiaires du centre, plusieurs gerbes ont été déposées sous la stèle dédiée à Jean-Pierre Timbaud. ■

## Initiative du PCF au 94 rue Jean-Pierre Timbaud

En cette année de campagne pour les élections européennes, le parti communiste français a souhaité honorer la mémoire de celui qui, face au peloton d'exécution, dans la carrière de Châteaubriant, aurait crié : « Vive le parti communiste allemand ». Un rassemblement a donc été organisé le 7 mai en fin de journée devant la Maison des Métallurgistes, au 94 rue Jean-Pierre Timbaud à Paris (XI<sup>e</sup> arr.).

Cette initiative avait un caractère particulier, car elle s'est faite en présence de Jörg Schindler, secrétaire général du parti de gauche allemand « Die Linke ». Après que celui-ci ait pris la parole, soulignant notamment l'émotion qu'il éprouvait à rendre en ce lieu hommage à ce camarade fusillé avec 27 autres en octobre 1941, le secrétaire national du PCF Fabien Roussel est également intervenu sur les périls actuels et les enjeux de cette élection. Cette initiative s'est déroulée en présence du candidat du PCF Ian Brossat et de métallurgistes CGT. ■

Jörg Schindler, Fabien Roussel et Ian Brossat devant la plaque © R. Gauvrit



## L'actualité... en bref

**D**epuis le dernier numéro des *Cahiers d'histoire de la métallurgie*, en janvier 2019, l'Institut n'a pas chômé !

Le **31 janvier**, l'histoire de la Maison des métallos a été évoquée avec des étudiants en architecture dans le cadre d'un projet d'études, opération renouvelée le **4 février** avec les membres du conseil scientifique de l'Institut d'histoire sociale de la Confédération.

À l'occasion de son congrès les **14 et 15 février**, l'USTM des Hauts-de-Seine a sollicité notre présence ainsi qu'une intervention sur les jalons de la (riche !) histoire de cette structure territoriale mise en place en 1971.

Les **3 et 4 avril**, l'Institut a tenu un stand à la troisième édition du Salon du livre social organisé dans le patio, au siège de la CGT.

Le **4 avril**, la confédération, en partenariat avec l'AGEFIPH, organisait une journée d'étude intitulée « La CGT et le handicap, une histoire contemporaine ? » durant laquelle deux petits films ont été projetés devant une petite centaine de participants. Le premier abordait l'histoire du handicap à travers les siècles, tandis que le second traitait plus spécifiquement de la CGT face au handicap, de sa création en 1895 à nos jours. Notre institut avait été sollicité par l'équipe de réalisation du second film (voir *Les Cahiers* n° 55 de janvier 2017) et cette initiative nous a permis de rappeler l'engagement permanent de la CGT sur cette question, et le rôle particulier de la Fédération des travailleurs de la métallurgie.

La même semaine, du **1<sup>er</sup> au 5 avril**, l'Union fédérale des retraités de la métallurgie tenait son douzième congrès à La Palmyre. L'Institut y a participé au travers de la projection d'une intervention vidéo de Claude Ven et d'une brochure de notre collection « Actualités de l'histoire » intitulée « Retraités organisés... pour mieux gagner ! Une histoire de l'Union fédérale des retraités de la métallurgie, de 1979 à nos jours ».

Le **8 avril**, une quinzaine d'enseignants du

## Retraités organisés... pour mieux gagner !



COLLECTION ACTUALITÉS DE L'HISTOIRE



UNE HISTOIRE DE L'UNION  
FÉDÉRALE DES RETRAITÉS  
DE LA MÉTALLURGIE  
DE 1979 À NOS JOURS

La dernière brochure est sur le site fédéral !

secondaire ont assisté à une présentation de l'histoire de la Maison des métallos dans le cadre de leur formation continue.

L'Institut était aussi présent au 52<sup>e</sup> congrès confédéral à Dijon, du **13 au 17 mai**, avec la tenue d'un stand.

Le **18 mai**, en partenariat avec La Maison des métallos et Didier Ruiz de La Compagnie des Hommes, une visite guidée, sur le thème de *La Ballade des gens heureux* de Gérard Lenorman, a permis à une centaine de personnes de découvrir le quartier du Bas-Belleville. L'Institut animait la dernière étape, installée salle Jean-Borne, pour évoquer l'histoire du travail métallurgique dans le quartier, la solidarité durant la Guerre civile espagnole ou encore celle du MH-20, l'avion des métallos. Une cinquantaine d'exemplaires de la biographie de Jean-Pierre Timbaud, écrite par Pierre Outteryck, ont été offerte à cette occasion. ■



Par Emeric Tellier

# Six semaines de grève chez Couesnon



Le 94 rue d'Angoulême, 1909 © coll. IHS CGT Métaux

**L**es archives de la Préfecture de police de Paris, dont les locaux se situent au Pré-Saint-Gervais en Seine-Saint-Denis, conservent parmi leurs rayonnages un épais dossier, sous la cote B<sup>a</sup> 131, au sujet d'une longue grève menée durant l'hiver 1909-1910. L'établissement ciblé par le conflit est aujourd'hui bien connu des métallurgistes, notamment ceux de la région parisienne. Il s'agit de l'usine Couesnon et C<sup>ie</sup>, une fabrique d'instrument de musique en cuivre, située dans le onzième arrondissement de la capitale, au 94 rue d'Angoulême devenue, depuis octobre 1944, la rue Jean-Pierre Timbaud.

Cette manufacture fut acquise par les syndicats de la métallurgie de la région parisienne à la toute fin de l'année 1936, grâce à la vague d'adhésions nouvelles accompagnant les luttes du Front populaire. Inaugurée le 2 mai 1937, au lendemain d'une jour-

née de grèves et de manifestations d'une ampleur inconnue jusqu'alors, la « Maison des Métallurgistes » est immédiatement devenue l'un des hauts-lieux du syndicalisme de la région parisienne et, au-delà, une adresse familière pour tous les travailleurs. Siège social, le « 94 » comme on l'appelle affectueusement, est bien évidemment un lieu de réunions, de formation et de diffusion des valeurs et revendications syndicales, mais il accueille également une caisse primaire d'assurance maladie, une mutuelle, un conseil juridique, un cabinet de dentiste, une librairie, une salle de musique ou encore une cantine.

Si l'histoire du « 94 » est bien connue, celle des ouvriers en instruments de musique parisiens et de leurs luttes avant la Première Guerre mondiale l'est beaucoup moins, d'où cette modeste contribution !

## Les instruments de musique à Paris

Malou Haine, dans sa magistrale étude *Les facteurs d'instruments de musique à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle. Des artisans face à l'industrialisation*, paru en 1985, dépeint l'évolution économique et sociale de cette branche rattachée de la métallurgie. Les manufactures parisiennes d'instruments de musique subissent une véritable hécatombe durant le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Entre 1872 et 1896, le nombre de patrons passe ainsi de 679 à 224, se répartissant de la manière suivante : 105 facteurs de pianos, 62 luthiers et facteurs d'instruments à vent, 31 facteurs d'orgues, 25 facteurs d'instruments à vent en cuivre. Dans le même temps, on observe une tendance à l'augmentation de la taille moyenne des entreprises, dans ce secteur qui regroupe en 1896 près de 3 500 ouvriers et employés.

Ces éléments statistiques, établis par l'Office du Travail, ancêtre du ministère du même nom, ne sont pas exempts d'erreurs, mais il donne une idée du contexte économique dans lequel l'entreprise Gautrot, basée à Château-Thierry et installée dans le quartier parisien du Marais après avoir repris en 1845 la maison Guichard, décide en 1881 de la construction d'une nouvelle usine, dans le onzième arrondissement. Thomas Le Roux en relate l'histoire, dans son article « Le patrimoine industriel à Paris, entre artisanat et industrie » paru dans *Le Mouvement social*. Située au 94 rue d'Angoulême, cette manufacture rassemble sous sa grande halle métallique surmontée d'une verrière, une petite centaine d'ouvriers très qualifiés ainsi qu'une machine à vapeur, dans un environnement rationalisé, mais peu mécanisé.

En 1882, Pierre Gautrot décède et son gendre, Amédée Couesnon reprend l'entreprise dont il est déjà le gérant. L'entreprise est florissante et elle procède, sous sa direction, à plusieurs augmentations de capitaux ainsi qu'au rachat de plusieurs facteurs en instruments de musique. Elle emploie, à son apogée durant l'entre-deux-guerres, plus d'un millier de salariés répartis dans cinq

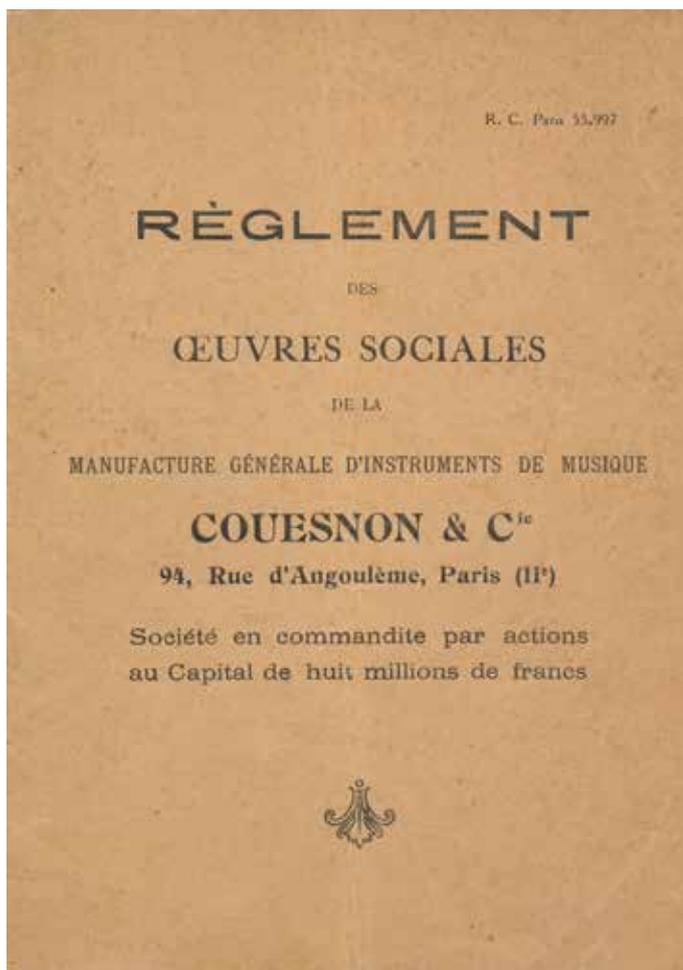


Une facture à l'en-tête de l'usine Couesnon, 1909 © coll. IHS CGT Métaux

usines en France. Amédée Couesnon s'engage également en politique. Radical-socialiste, il est député de l'Aisne de 1907 à 1924 et conseiller général de 1910 à 1931, année de son décès.

### Le précédent de novembre 1881

Les grèves sont rares dans les factures instrumentales. Malou Haine n'en recense que dix, entre l'adoption de la loi Ollivier le 21 mai 1864 autorisant, de manière très encadrée, le droit de grève et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Trois concerne les ouvriers en instruments de musique à vent en cuivre, dont une mobilise l'ensemble de la profession. Ainsi, le 3 novembre 1881, la toute jeune Chambre syndicale ouvrière des facteurs d'instruments à vent, créée en mars de la même année, mandate deux membres de sa commission exécutive pour soumettre la revendication d'augmentation de 20 % des salaires à l'un des patrons, Mille, établi dans le X<sup>e</sup> arrondissement. Ce dernier refuse d'accéder à



Règlement des œuvres sociales Couesnon, sans date © coll. IHS CGT Métaux

cette demande, et la grève débute, unanime.

Elle se déclenche alors qu'une grève est en cours depuis septembre parmi les facteurs de pianos, là encore pour réclamer une hausse des salaires de 20 %, mais également pour obtenir une réduction de la durée journalière du travail, la suppression complète du marchandage (voir *Les Cahiers d'histoire de la métallurgie* n° 63 sur ce sujet) ou encore la suppression, pour l'ouvrier, de l'obligation de fournir certaines matières premières telles que pierres ponce, chiffons, éclairage, huile, etc.

Le patronat des instruments à vent, solidaire avec Mille, décide le renvoi des ouvriers syndiqués qui soutiennent la grève par leurs cotisations, soit potentiellement 600 ouvriers, la moitié des effectifs de la profession ! Seuls les

établissements Gautrot, dont le gérant est alors Amédée Couesnon, et Sudre refusent de suivre cette proposition. Les ouvriers se prononcent alors pour la « résistance à outrance », mais, après trois semaines de lutte, les caisses sont vides et les défections nombreuses dans les rangs des grévistes. La solidarité, importante à l'image des 400 francs versés par les ouvriers de chez Gautrot épargnés par les renvois, n'a pas suffi à faire plier le patronat et la grève s'achève sur un échec.

### Six semaines de grève

L'agitation ne repris que bien des années plus tard, durant la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, dans un contexte marqué par la crise de la CGT et le congrès d'unité de la Fédération de la métallurgie en mai 1909, comme nous avons pu l'aborder à l'occasion du débat précédant le repas des anciens en février dernier.

Le 12 octobre 1909, *L'Humanité* reproduit un appel lancé par la Chambre syndicale des ouvriers en instruments de musique (cuivre et bois) de Paris – dont le secrétaire est Édouard Soffray – pour dénoncer la division ouvrière, les bas salaires et les conditions de travail dans cette branche. Déterminée à mettre un terme aux diminutions de salaire, elle revendique l'établissement d'un tarif général qu'elle soumet aux entreprises. Début décembre, la Chambre présente un cahier de revendications à l'ensemble des patrons de la corporation et ceux-ci ayant refusé d'y répondre, une grève éclate le lundi 7 décembre dans l'une des principales, Couesnon et C<sup>ie</sup>.

La grève est unanime et les revendications portent sur l'amélioration des conditions de travail, un salaire minimum, la suppression du travail aux pièces. Après en avoir reconnu le bien-fondé, Amédée Couesnon fait brusquement marche arrière et refuse que la Chambre syndicale signe la convention établissant les conditions nouvelles de travail. Le 12 décembre, une affiche est apposée à la porte des ateliers, avisant les ouvriers grévistes qui ne reprendront pas leur



Un catalogue de l'usine Couesnon © coll. IHS CGT Métaux

travail qu'ils seront considérés comme « démissionnaires ».

Cette attitude lui vaut d'être vertement tancé dans *L'Humanité* par Édouard Soffray qui ne manque pas de rappeler que ce patron se présente volontiers comme un philanthrope, doué d'« une sympathie sans égal » pour ses ouvriers et le syndicat. Le 15 décembre, Amédée Couesnon n'ayant pu obtenir la reprise par l'intimidation, « fait savoir que ses ouvriers peuvent reprendre le travail et qu'il leur paiera les jours passés à faire grève sur l'invitation du syndicat. » De nouveau, la Chambre syndicale réplique : « L'accord pourra se faire lorsque M. Couesnon aura donné, comme garantie des revendications accordées, la signature que des patrons moins libéraux qu'il prétend être donnent au bas des contrats de travail présentés par le syndicat. [...] Il y a peut être

de l'orgueil de la part du syndicat à vouloir traiter d'égal à égal avec un patron et de prétendre que la signature du représentant du syndicat a autant de valeur que celle d'un patron. Mais c'est là une prétention dont M. Couesnon devrait être le dernier à trouver abusive, lui qui prétend être un républicain syndicaliste. » Le bras de fer engagé entre les 150 grévistes et la direction se poursuit donc.

Amédée Couesnon adresse alors une lettre au directeur de *L'Humanité*, reproduite dans son édition du 24 décembre, dans laquelle il présente le niveau des salaires pratiqués dans son usine parisienne, pour dix heures hebdomadaires. Les ouvriers bénéficient également d'une retraite annuelle de 250 francs pour vingt-cinq ans de présence et de 360 francs pour trente ans, sans versement ouvrier. Édouard Soffray réplique dès

le lendemain. Il maintient que des ouvriers adultes, finisseurs en instruments, perçoivent des salaires ne dépassant pas cinq francs par jour. Les chiffres avancés par Amédée Couesnon sont ceux de novembre, un mois de 29 jours ouvrés durant lequel les ouvriers ont travaillé onze heures par jour, ainsi que les quatre matinées du dimanche, ce qui fausse les salaires annoncés. Pour ce qui est de la retraite, il est pointé le faible nombre d'élus et la nécessité, pour en bénéficier, de donner des gages de loyalisme.

Les fêtes de fin d'année n'entame que peu la détermination des grévistes, dont le nombre n'a été diminué que d'une douzaine. Dans son rapport mensuel de décembre 1909, la préfecture de police de la Seine signale : « il ne s'est produit de grève importante pendant le mois de décembre que celle des ouvriers de la maison Couesnon et C<sup>ie</sup> [...]. 170 ouvriers sont en grève depuis le 7 décembre et réclament leur augmentation de salaire et la signature d'un contrat collectif de travail. » Amédée Couesnon accepte les nouvelles conditions pour les salariés actuels, mais refuse toujours de le garantir pour les futurs embauchés. Le 6 janvier 1910, *L'Humanité* signale que deux grévistes ont été arrêtés, avant d'être remis en liberté provisoire sur l'intervention du député du Nord Pierre Mélin, ancien ouvrier en instrument de musique et père de l'un des grévistes.

Le 18 janvier, plusieurs journaux, comme *L'Action* ou *Le Petit Parisien*, annoncent la fin d'une grève de six semaines. Les grévistes obtiennent un tarif minimum horaire représentant, de fait, une augmentation des salaires journaliers de 1 à 1,5 franc par jour. La majoration des heures supplémentaires et la suppression du travail aux pièces ont été rejetées. La reprise s'effectue le 23 janvier,

avec la promesse qu'aucun renvoi pour faits de grève ne serait fait. Pour autant, fin janvier, tous les salariés n'avaient pas encore été repris.

### Une grève payante

Ces six semaines de grève chez Couesnon s'achèvent sur une « demi-satisfaction » pour les salariés. La principale revendication, celle de la signature d'un contrat collectif, n'a pas abouti. Mais, cette lutte n'a pas été inutile, car elle a fait des émules.

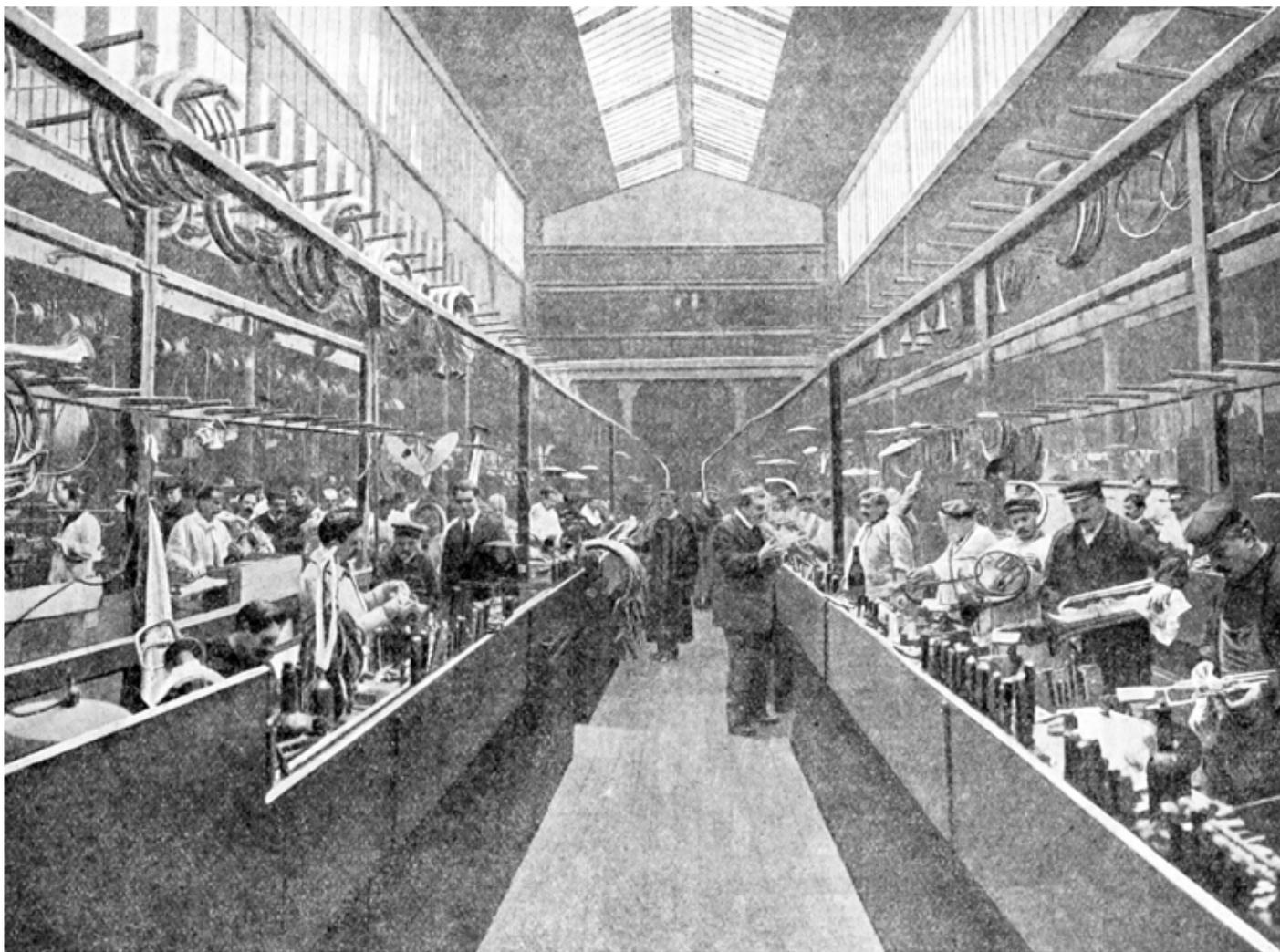
Le 29 janvier 1910, un conflit est déclenché à la maison Besson-Fondère, au 96 rue d'Angoulême, tandis que *L'Humanité* annonce des victoires à la maison Vion, rue du Château-Landon (10<sup>e</sup> arr.), chez Evette et Schaeffer, passage du Grand-Cerf (2<sup>e</sup> arr.) ou encore chez Sudre, boulevard de Rochechouart (18<sup>e</sup> arr.). Chez ce dernier, les

### A vos témoignages !

**D**ans la perspective d'une éventuelle nouvelle rubrique pour les *Cahiers d'histoire de la métallurgie*, nous sollicitons les lecteurs pour qu'il fasse appel à leur mémoire et nous fasse part d'une ou de plusieurs anecdotes concernant leurs activités professionnelle et/ou militante. L'idée est de traiter un sujet, comme une grève, la solidarité entre les salariés, l'introduction d'une nouvelle machine ou le lancement d'une nouvelle production, en prenant un angle résolument ludique. En guise d'exemple, les retraités de l'usine Renault au Mans évoquaient l'arrivée des commandes d'huitres pour les fêtes de Noël par voie ferroviaire, directement dans l'usine grâce à l'embranchement ferroviaire. Cette histoire était l'occasion d'évoquer la fraternité régnant dans les ateliers, l'organisation solide nécessaire pour assurer cette livraison ou encore le fonctionnement de l'usine. À vos plumes !



**d'articles d'histoire sur**  
<https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ih/>



Vue de la salle de production de l'usine Couesnon, avant 1914 © Library of Congress | <https://www.loc.gov/collections/>

salariés obtiennent une augmentation de salaire de 1 à 1,5 franc par jour et l'amélioration des conditions de travail, le tout sans grève !

La quasi-totalité des entreprises de la corporation ont finalement accepté les hausses, exception faite de Besson-Fondère et de la maison Millereau, au 66 rue d'Angoulême, dont le patron, M. Schoenaers, n'est autre que le président de la Chambre patronale. Dans ces deux entreprises, la grève dura et l'absence de mention dans la presse ouvrière laisse supposer que la victoire n'a finalement pas pu y être obtenue.

S'ils n'ont pas réussi à inscrire dans le texte un tarif général fixant les rémunérations dans toutes les entreprises de la profession, les ouvriers ont malgré tout réussi, par la grève, à

obtenir une augmentation des salaires. La solidarité témoignée à cette occasion, par l'octroi de secours financiers et le respect de la mise à l'index des entreprises, ainsi que le rejet de la politique paternaliste menée par de nombreux patrons font de cette grève un temps fort de l'histoire des ouvriers en instruments de musique de la région parisienne.

C'est donc dans un lieu historique de lutte et de tradition ouvrière que les métallos parisiens s'installeront en 1937 et qui verra par la suite bien d'autres faits d'armes et moments cruciaux du mouvement social parisien. ■



## Une carte interactive sur Henri Gautier

**O**n ne vous l'apprend pas, l'IHS Métallurgie, en partenariat avec les Éditions de l'Atelier, a fait paraître en septembre dernier une biographie sur Henri Gautier. Julien Lucchini, responsable éditorial Histoire et assistant d'édition chez cet éditeur, a réalisé une carte interactive retraçant le parcours d'Henri Gautier à travers textes, documents, photographies.

On peut ainsi le suivre du Havre à la région parisienne, en passant par la Seine-Maritime, l'Union soviétique ou la frontière espagnole, puis l'internement, la clandestinité et la déportation. On peut ainsi découvrir, de manière condensée, la vie de cette grande figure du syndicalisme métallo de l'entre-deux-guerres, ainsi que des extraits du livre.

Cette carte a été réalisée grâce au logiciel libre StoryMap accessible gratuitement en ligne (<https://storymap.knightlab.com/>).

Cet outil 2.0, utilisé par de grands journaux quotidiens comme le *Times* ou le *Washington Post*, présente un grand intérêt pour l'activité des Instituts d'histoire sociale, dans la mesure où il permet de mettre en valeur, de façon très visuelle, le déroulement de faits historiques. Une manifestation, la vie d'un militant ou encore l'annotation de photographies peuvent ainsi être partagées très largement, sur différents médias (réseaux sociaux, page internet, lien web, etc.). À méditer en tout cas ! Pour notre part, nous réfléchissons à mettre en valeur le parcours d'un autre grand militant de la métallurgie, Ambroise Croizat. ■

Vous pouvez retrouver cette carte interactive à l'adresse suivante : <https://uploads.knightlab.com/storymapjs/d401d2fd419f27ed6a950586f19019cd/henri-gautier-metallo-et-resistant/index.html>.

## Une exposition Max Holste

**L**a mission « Archives » de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) propose une exposition sur la carrière de Max Holste, que les métallurgistes CGT connaissent pour avoir été l'ingénieur qui a conçu le MH-20, un prototype d'avion de course destiné à concourir dans la coupe de vitesse Deutsch-de-la-Meurthe.

Celui-ci fut construit par les élèves de l'école d'apprentissage et de formation professionnelle de l'Union des syndicats CGT de la métallurgie de la région parisienne, installée impasse de la Baleine, dans le onzième arrondissement, à quelques pas de la Maison des métallurgistes. Cette histoire a été retracée à l'occasion des *Cahiers d'histoire de la métallurgie* n° 52 de mars 2016.



Cette initiative intervient après le versement, le tri et l'inventaire du fonds Max Holste en 2017, archives qui devraient rejoindre les Archives nationales, un fait suffisamment exceptionnel concernant des archives privées pour être souligné.

L'exposition, installée dans le hall d'accueil, se compose d'une dizaine de panneaux retraçant le parcours industriel de Max Holste et est agrémentée de nombreuses photographies, de deux films et d'un nombre conséquent d'objets, parmi lesquels des documents issus des archives de la DGAC et des maquettes en bois prêtées par le Musée du terrain d'aviation de Condé-Vraux 1939-1945 (<https://amrvraux.com>). ■

Exposition du 7 mai au 12 juillet 2019, DGAC, 50 rue Henry Farman à Paris (XV<sup>e</sup> arr.), entrée libre.



## Walter Buffoni nous a quittés



Walter Buffoni et Liliane Caillaud-Croizat, Saint-Nazaire, 2012 © DR | coll. IHS CGT Métaux

**E**n 1925, Walter n'est âgé que de quarante jours lorsqu'il arrive en France dans les bras de ses parents, de sensibilité communiste, qui fuyaient La Spezia, un port de construction navale en Italie, alors en proie à la montée du fascisme et à la répression des militants progressistes. Alfredo, son oncle maternel, a ainsi été assassiné par les milices fascistes. Ils s'établissent, comme une vingtaine d'autres familles originaires de la même ville, à Penhët, commune de Saint-Nazaire (Loire-Inférieure, Atlantique aujourd'hui). Sa mère s'installe comme couturière, son père travaille aux Chantiers navals.

En 1936, il n'hésite pas à faire l'école buissonnière pour retrouver son père qui occupe avec les autres ouvriers les Chantiers et jouer de l'accordéon pour soutenir le moral des grévistes. C'est son instituteur qui l'avait encouragé à jouer de cet instrument. Il témoigne, lors d'un entretien avec Louise Canette pour son mémoire de master II d'histoire portant sur *Les enfants d'immigrés italiens dans les écoles françaises (1935-1955)* : « Les origines politiques de mes parents, même s'ils n'en faisaient pas

état en France pour des raisons évidentes, m'ont marquées. Les grèves de 1936 et l'avènement du Front populaire ont été à l'origine de mes options politiques et syndicales, avec des responsabilités syndicales très importantes, y compris nationalement. » Trois ans plus tard, il entre en apprentissage comme chaudronnier aux Chantiers et adhère naturellement à la CGT. Les bombardements sont nombreux durant la guerre et en novembre 1942, l'école d'apprentissage est particulièrement touché. Plus de cent apprentis et moniteurs furent tués. Il en réchappe et achève son apprentissage avec la mention « très bien ».

Après la guerre, il reprend le travail mais cette fois-ci comme dessinateur au bureau d'étude, pour cause de maladie. Il est alors « collecteur » de cotisations syndicales, avant d'être élu délégué du personnel en 1953 et membre du comité d'établissement l'année suivante.

En 1958, adhérent du parti communiste français depuis la Libération, il est arrêté, car étranger, alors qu'il colle des affiches appelant à voter « non » au référendum soumis par De Gaulle sur la constitution de la V<sup>e</sup> Ré-



publique. Quelques semaines plus tard, de peur de représailles contre lui et l'organisation syndicale, il cède sa place d'élus à Jean Lescure.

Au printemps 1960, il rencontre Henri Fabiani, un réalisateur de courts métrages consacrés au monde du travail comme *Les Hommes de la nuit* (1950) ou *Tu enfanteras sans douleurs* (1956) dont le thème est la méthode développée par Fernand Lamaze au sein de la polyclinique des métallurgistes. Celui-ci effectue des repérages pour son long métrage, *Le bonheur est pour demain*, et Walter Buffoni se charge de le guider à Saint-Nazaire, La-Chapelle-des-Marais, Saint-Joachim et au Croizic, communes où résidaient les salariés de la construction navale.

En 1964, Walter Buffoni et Jean Lescure mettent sur pied le syndicat des employés, techniciens, dessinateurs et agents de maîtrise (ETDA) de la métallurgie nazairienne, permettant de développer le syndicalisme CGT parmi ces catégories. C'est l'action de ce syndicat qui permet de construire les revendications et d'aboutir à la célèbre grève des « mensuels » de Saint-Nazaire en 1967. Victorieux, ce conflit imposa une grille de classification nationale, toujours en vigueur, pour l'essentiel. Il faut voir l'acharnement de l'UIMM, le patronat de la métallurgie, pour la détruire pour en mesurer la portée.

En octobre 1976, les Chantiers de l'Atlantique fusionnent avec le groupe Alsthom, pour renflouer ce dernier, déjà en difficultés à cette époque. Il devient secrétaire du comité central d'entreprise jusqu'à son départ en retraite en juin 1980.

Membre de la commission exécutive de l'Union départementale CGT de Loire-Atlantique, membre du bureau de l'Union locale de Saint-Nazaire, il rejoint alors le syndicat des retraités de la métallurgie. Il devient membre du conseil national de l'Union fédérale des retraités de la métallurgie de son premier congrès en 1983 jusqu'en 1992. Il est membre, durant cette période, de la commission financière de contrôle.

En octobre 2012, il intervenait sur les comités d'entreprise au colloque organisé à Saint-Nazaire par les Instituts CGT d'histoire sociale de Loire-Atlantique et de la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie sur Ambroise Croizat, en présence de sa fille Liliane Caillaud-Croizat. Evoquant la période comprise entre 1944 et 1947, il rappelait : « Retenons en définitif que les comités d'entreprise ont été institués après des efforts inlassables de la CGT dans une période d'essor du mouvement ouvrier et démocratique, à un moment où la classe ouvrière obtenait de nombreuses conquêtes sociales. Elle était unie, disposait de syndicats puissants et était représentée au gouvernement. »

Son engagement débordait le syndicalisme et la politique, puisqu'il est à l'origine du premier syndicat des locataires de Saint-Nazaire, qui deviendra plus tard la Confédération Nationale du Logement (CNL), mais également de Francitalia, une association créée en 2000 pour regrouper les italiens de Saint-Nazaire, entretenir la mémoire et développer des échanges culturels et sportifs avec l'Italie.

Louis Dronval, ancien secrétaire du syndicat UFICT des Chantiers de l'Atlantique, ancien membre de la direction nationale de l'UFICT et aujourd'hui membre du conseil national de l'UFR et du conseil d'administration de l'IHS Métallurgie, en évoquant sa mémoire, emploie ces mots : « Italien, communiste, cégétiste, il le restera jusqu'au bout », tout en soulignant : « C'est un plaisir pour moi de l'avoir eu comme formateur, dans ce qui s'appelait à l'époque stage de base, stage moyen. Mais aussi sur le terrain aux bureaux d'études des chantiers de l'Atlantique. Ses références étaient le marxisme, la lutte de classe, le rapport de force. Ce sont ces concepts qu'il transmettait aux stagiaires comme dans la vie quotidienne. Ces valeurs font de lui un humaniste reconnu de tous. Je gage que tous ses amis et camarades sauront faire fructifier sa mémoire. »

Il nous a quittés le 10 mai 2019, à l'âge de 94 ans. ■

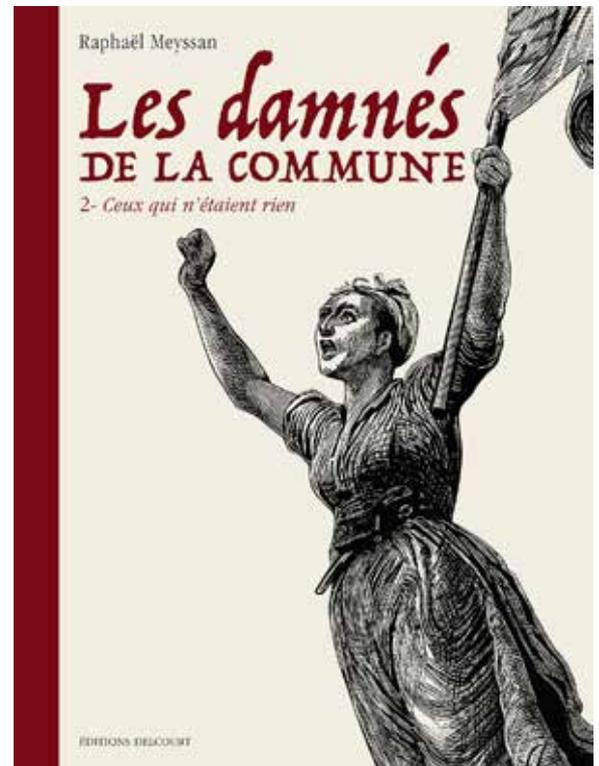


## Les damnés de la Commune, t. 2

En 2018, nous avons évoqué, à l'occasion des *Cahiers d'histoire de la métallurgie* n° 59 l'excellent premier tome du triptyque *Les Damnés de la Commune* de Raphaël Meysan. Son travail, tout à fait original, est le fruit de plusieurs années de recherches et de la numérisation de 15 000 documents, dont un grand nombre de gravures.

Le second volume, intitulé « Ceux qui n'étaient rien » et paru en mars 2019, débute là où s'était arrêté le tome précédent, le 18 mars 1871, jour de l'insurrection parisienne. Il déroule ses 144 pages pour couvrir les 72 jours que durèrent la Commune de Paris. A lire absolument ! ■

Raphaël Meysan, *Les Damnés de la Commune*, tome 2, Delcourt, 23,95 €



## Rouge

Il ne vous reste plus qu'un mois pour vous rendre à l'exposition actuellement présentée au Grand Palais à Paris et intitulée « Rouge, art et utopie au pays des Soviets ». Elle vous propose de découvrir pas moins de quatre cents œuvres artistiques dans des domaines aussi divers que la peinture, la sculpture, l'architecture, la photographie, le cinéma, le design ou encore les arts graphiques. Le période couverte s'étend de la Révolution russe d'octobre 1917, jusqu'à la mort de Staline en 1953.

Vous pouvez prolonger la visite grâce au catalogue de l'exposition, dont la couverture est reproduite ci-contre ou encore en visionnant le documentaire de Pierre-Henri Gibert et Adrien Minard intitulé « Rouge ! L'art au pays des soviets ». ■

Entrée tous les jours sauf le mardi jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2019. Plus d'infos : <https://www.grandpalais.fr/fr/evenement/rouge>





## On va tout péter

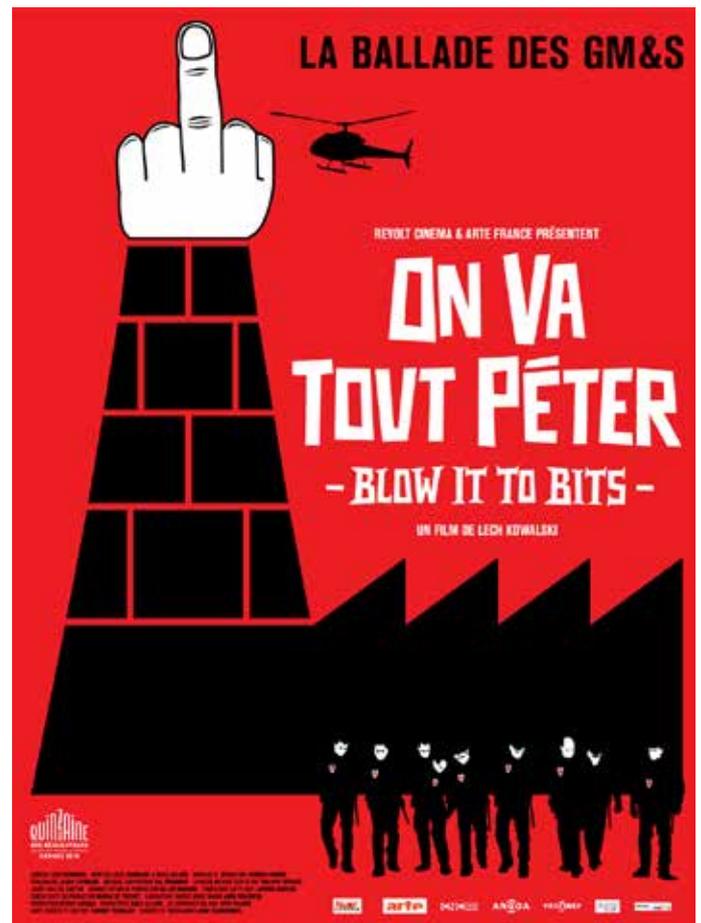
**L**a lutte des salariés de GM&S, un équipementier automobile de La Souterraine (Creuse) spécialisé dans le découpage et l'emboutissage de tôle, qui fabrique des carters d'huile, des éléments de planchers ou encore des châssis, est emblématique de la situation économique imposée aux entreprises sous-traitantes par les entreprises donneuses d'ordre, en l'occurrence PSA et Renault, de la logique à très court-terme qui domine aujourd'hui les choix financiers des directions, du mépris affiché à l'égard des salariés, de leurs familles et des territoires sur lesquels ils vivent, des promesses non tenues par les acteurs politiques et économiques.

En trente ans, redressements judiciaires et restructurations se sont succédés, réduisant à chaque fois plus le nombre de salariés et appauvrissant l'entreprise de ses savoir-faire, tout en permettant aux repreneurs d'empocher de l'argent public au passage.

Début décembre 2016, l'entreprise et ses près de 300 salariés est de nouveau placée en redressement judiciaire. En septembre 2017, la reprise par le groupe GMD est annoncée, seuls 120 personnes conservant un emploi dans la nouvelle structure baptisée La Souterraine Industry (LSI). Deux ans plus tard, une petite centaine n'ont toujours pas retrouvé de travail ou sont dans une situation délicate. Cette histoire, qui illustre la poursuite de la désindustrialisation et de la liquidation des filières industrielles, est loin d'être isolée en France, comme le démontrent les cas de Ford Blanquefort, Smart Hambach, General Electric ou encore Ascoval.

Pour autant, dans un département sinistré sur le plan économique, où GM&S était le deuxième employeur, la fatalité, la résignation n'ont pas gagné. Les salariés de GM&S ont et continue de mener le combat, par des occupations d'usines du groupe Renault et

**Tous devant la télévision, le lundi 24 Juin 2019 à 22h55 sur ARTE pour la diffusion du film !**



PSA, par des manifestations, comme celle du 12 avril 2017 devant le magasin Renault des Champs-Élysées, par la menace de « tout faire péter » pour enfin être écouté ou encore par l'élaboration d'une proposition de loi visant à responsabiliser les donneurs d'ordre.

C'est ce combat des ouvriers de GM&S pour sauver leur usine qu'a filmé sept mois durant le réalisateur Lech Kowalski dans le documentaire « On va tout péter », officiellement présenté lors de la Quinzaine des réalisateurs à Cannes le 16 mai dernier. Une quarantaine de salariés de GM&S avait fait le déplacement pour assister à la projection et manifester dans les rues de la ville pour rappeler, une nouvelle fois, leur lutte.

N'hésitez pas à vous rendre dans l'une des nombreuses projections organisées, à le voir sur Arte lors de sa diffusion audiovisuelle, à faire connaître ce film ainsi que la lutte des GM&S ! ■